

« Restons humains »

Renaud Maes

Le 12 janvier 2017, Angela Merkel venait à Bruxelles pour recevoir un doctorat *honoris causa* conjoint des universités de Gent et Leuven, dans les locaux « modulaires » de l'un des nombreux centres de congrès et d'évènements produits par les politiques « d'attractivité bruxelloise ». Dans un espace ultra-moderne de 5 000 m² en plein cœur d'Anderlecht, à deux pas de la gare du Midi, la chancelière s'entendit vanter les mérites de sa politique européenne par les recteurs parés de leurs toges les plus soyeuses. Le professeur Rik Torfs et la professeure Anne De Paepe lancèrent, pour introduire leur discours un vibrant « *Wir schaffen das!* » (Nous y arriverons!), résumant en ce slogan merkelien la « politique courageuse » de la chancelière « en faveur de l'accueil des migrants ». Comparée à Rosa Parks, Gandhi et Martin Luther King, Angela Merkel ne masqua pas une certaine gêne face à la litanie sans fin des éloges dont elle était couverte. Elle s'employa avec vigueur à rendre la pareille dans un discours vantant l'ouverture d'esprit du monde académique, son rôle essentiel pour guider les peuples européens et les éclairer de valeurs telles que la solidarité envers « celles et ceux qui souffrent »... Elle insista, en apothéose de son discours : « nous devons rester humains ».

Après une salve d'applaudissements, tout le monde afficha un sourire éclatant pour les photographies officielles de l'évènement... même M^{me} Merkel, pourtant peu coutumière des airs enjoués.

Il faut dire que tout avait été fait pour que cette cérémonie se passe au mieux. Les autorités communales, régionales et académiques des deux universités se sont coordonnées étroitement pour qu'aucun accroc ne puisse survenir. Et parmi les facteurs de risque à éliminer, il y avait une série de sans-abris, en majorité des migrants, qui dormaient sous la « rue couverte » jouxtant directement la gare, à côté de l'arrêt des trams Stib 81 et 82. La voiture de M^{me} Merkel devant passer à proximité, on évacua donc *manu militari* lesdits migrants, les emmenant au poste pour une « vérification administrative » le temps que le trottoir soit « nettoyé », en leur intimant l'ordre de ne pas y revenir avant la fin de la visite. Quelques heures plus tard, M^{me} Merkel rentrée en Allemagne, ils se réinstallèrent, non sans avoir dû au préalable chercher de nouveaux cartons en guise de matelas et de paravents de fortune. Mais le succès de l'opération Merkel venait de donner une grande ambition aux bourgmestres et à la Stib : l'expulsion définitive.

On attendit le 21 mars 2017, la fin de l'hiver. Il s'agissait en effet, d'après la communication officielle des autorités de « rester humains ». Le 21 mars au petit matin, donc, les « habitants » de la rue souterraine du Midi furent à nouveau délogés. On les expulsa cette fois purement et simplement, pour installer à leur place une série de... grilles, délimitant un grand espace de pavement vide. Ces sans-abris trouvèrent alors refuge quelques centaines de mètres plus loin, toujours sous des voies de chemin de fer, dans un tunnel pour piétons parallèle à la rue des Vétérinaires. Ils y installèrent de nouveaux cartons en guise de matelas et d'autres faisant office de paravents, se blottissant comme ils le pouvaient contre les murs de briques jaunes tachés de pollution et de tags. Bien sûr, les autorités responsables de l'expulsion soulignèrent avoir « proposé des solutions de relogement » et regrettèrent l'attitude de ceux que la porte-parole de la Stib considéra légitime de nommer « squatteurs ». La solution proposée à nombre de migrants était pourtant simple : l'introduction d'une demande d'asile en Belgique augurant, en application du règlement de Dublin, clé de voute du dispositif d'asile européen, une expulsion qui vers les camps italiens, qui vers les camps grecs... voire turcs, puisque, inspirés par les politiques australiennes et soutenus par la pression continue du gouvernement de M^{me} Merkel pour faire aboutir un « grand accord » avec le gouvernement du très démocrate M. Erdogan, nous parquons désormais dans un « pays tiers » ces migrants que l'on ne saurait voir dans nos stations de tram.

Récemment, Ai Weiwei, artiste chinois installé... à Berlin pour éviter les tra-casseries que son art contestataire lui causait régulièrement lorsqu'il habitait Pékin, s'est lancé dans une grande tournée de présentation de son documentaire *Human Flow*. On y voit ces

camps turcs tels qu'ils sont : dépourvus d'assistance humanitaire et surpeuplés. On y voit des familles qui se retrouvent à la campagne, sans rien (ni eau courante ni électricité), à dormir dans le squelette d'une maison inachevée. On voit aussi les tombes de celles et ceux qui n'ont pas tenu le coup et sont morts faute de soins, même d'une simple infection bactérienne qui aurait cédé face à de banals antibiotiques. C'est que le médecin le plus proche est à un jour de marche, au minimum, pour quelqu'un en bonne santé. Toutefois, là encore, nos dirigeants restent « humains » : de l'argent a été transféré à la Turquie pour garantir la mise en place des camps. Et puis, comment auraient-ils pu prévoir que le gouvernement Erdogan ne remplirait pas ses engagements ?

Mais revenons à Bruxelles : depuis le printemps 2017, une mobilisation considérable autour des migrants du parc Maximilien s'y est développée. Ces événements ont permis aux politiciens en charge de rappeler à l'envi ce mantra : « nous devons rester humains ». « Fermes, mais humains » : le renvoi de Soudanais vers un pays où ils risquent la torture à l'issue d'une procédure menée à l'invitation de la Belgique par une délégation d'un gouvernement totalitaire, les rafles, notamment dans les transports en commun et aux abords des gares, le refus de mettre en place la moindre structure d'accueil pour « éviter une jungle de Calais »...

Récemment, pour indiquer qu'il restait humain, notre Premier soulignait même son plaisir d'avoir dans les rangs de son parti un gouverneur de province jouant à des jeux de société avec les migrants hébergés par sa famille, tout en continuant à défendre la possibilité de doter de mécanismes propres aux procédures pénales, les procédures administratives relatives au séjour sur le territoire. De même, le ministre

Ducarme proclamait que « les soins de confort gratuits pour les migrants, c'est fini », plagiant au passage Marine Le Pen et son obsession du soi-disant « tourisme médical ». Il ne manquait pas d'ajouter que « bien sûr, il faut rester humains » et donc, continuer à garantir « les soins nécessaires, incontournables, essentiels ». Marine Le Pen aime à ajouter à ces trois adjectifs un quatrième presque synonyme : « vitaux ». Si M. Ducarme a limité son emprunt aux trois premiers, nul doute que tout le monde aura compris son intention.

Il est de bon ton ces dernières années d'exiger de tout un chacun qu'il se distancie, dès que possible, des actions et des discours crapuleux dont il pourrait être complice par contagion, du fait d'une appartenance revendiquée ou assignée. « #NotInMyName » est le *hashtag* imposé, qui circule sur nos réseaux sociaux. Ainsi voit-on les musulmans sommés de se désolidariser de tout évènement causé par une personne portant une longue barbe ou un voile. De même, les féministes doivent préciser qu'elles ne sont pas opposées aux hommes et qu'elles n'ont rien à voir avec les hystériques qui malmènent tant les malheureux membres de la gent masculine. On s'attend à un communiqué officiel de désolidarisation du secteur éolien à la suite de la prochaine intervention radiophonique de (insérer ici ta tête de turc préférée) et à une réaction de la filière bovine wallonne s'il s'avère que les réunions des comités sectoriels de Publifin se terminaient au restaurant, devant une entrecôte. Aujourd'hui, nous pourrions nous demander si, vu ce que « rester humain » semble signifier pour ceux qui prétendent nous diriger, il ne serait peut-être pas bon de se distancier tout simplement... de l'humanité.